

**ARRETE N° P-2025-103-POL**

**PORTANT CHANGEMENT DU REGIME DE PRIORITE  
CARREFOUR GRAND'RUE/RUE DE RIQUEWIHR ET RUE  
NEUVE**

*Réf: MG/Arrêts/Occupation de voirie*

Le maire de la commune de Horbourg-Wihr,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2213-1 et suivants ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 415-1 à R.415-15

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L.113-1 et suivants ;

**Considérant** qu'il y a lieu de changer le régime de priorité carrefour Grand'Rue/rue de Riquewihr/rue Neuve afin de prévenir les accidents et de fluidifier le trafic ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

Au carrefour Grand'Rue/rue de Riquewihr, la circulation est réglementée par feux tricolores. En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant jaune sur toutes les branches de l'intersection, les usagers venant de la rue de Riquewihr doivent céder la priorité aux véhicules circulant sur la Grand'Rue. Cette priorité est matérialisée par un panneau AB 3a sur la branche non prioritaire.

Dans le sens Colmar/Horbourg-Wihr, aux abords du carrefour, une voie de circulation est dédiée aux véhicules se rendant dans la rue de Riquewihr tandis qu'une deuxième voie est dédiée aux véhicules allant tout droit.

Dans le sens Horbourg-Wihr/Colmar, une interdiction de tourner à gauche dans la rue Neuve est matérialisée par une ligne blanche continue.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place à la charge de la commune de Horbourg-Wihr.

**ARTICLE 3**

Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**ARTICLE 4**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant de Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification. Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public sont informés qu'ils ont la possibilité de déposer leur recours par voie électronique, via l'application dénommée « Télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr/>)

## ARTICLE 5

Le maire de la commune de Horbourg-Wihr, le commandant de la brigade de gendarmerie de Colmar, le chef de la police municipale de Horbourg-Wihr sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont ampliation sera adressée :

- à M. le commandant de la brigade de gendarmerie de Colmar
- à M. Alfred STURM, adjoint au maire
- à M. le chef du service de la police municipale
- à M. le chef de corps des sapeurs-pompiers de Horbourg-Wihr
- à M. le responsable des services techniques
- au Service de collecte des déchets de Colmar Agglomération

Fait à Horbourg-Wihr le 17 juin 2025



Le Maire

Thierry STOEBNER

Publié sur le site internet de la commune le 30/06/2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant de Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification. Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public sont informés qu'ils ont la possibilité de déposer leur recours par voie électronique, via l'application dénommée « Télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr/>)